



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 64.217/2
du 1^{er} octobre 2018

advies 64.217/2
van 1 oktober 2018

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant le Code des sociétés
et des associations et la loi
introduisant le Code des
sociétés et des associations et
portant des dispositions
diverses concernant les
libéralités et les comptes
annuels d'associations et de
fondations'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van het Wetboek van
verenigingen en
vennootschappen en de wet tot
invoering van het Wetboek van
vennootschappen en
verenigingen en houdende
diverse bepalen met betrekking
tot de giften en de
jaarrekeningen van
verenigingen en stichtingen'

Le 4 septembre 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant le Code des sociétés et des associations et la loi introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses concernant les libéralités et les comptes annuels d'associations et de fondations'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 1^{er} octobre 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 1^{er} octobre 2018.

*

Op 4 september 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van het Wetboek van verenigingen en vennootschappen en de wet tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalen met betrekking tot de giften en de jaarrekeningen van verenigingen en stichtingen'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 1 oktober 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Patrick RONVAUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Baptiste LEVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 1 oktober 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

L'avant-projet à l'examen a pour objet la modification du Code des sociétés et des associations, actuellement à l'état de projet à l'article 2 du projet de loi 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses', dont la Chambre des représentants est actuellement saisie¹.

Dès lors que la discussion parlementaire est actuellement en cours au sujet de ce projet, il convient de présenter l'avant-projet sous la forme d'amendements à celui-ci et non sous la forme d'un projet de loi séparé. Il est d'ailleurs constaté en ce sens que, selon le paragraphe 1 du point 20 de la notification de la réunion du 31 août 2018 du Conseil des Ministres, lu en combinaison avec le point 9 de la note au Conseil des Ministres du 24 juillet 2018, « si le timing des activités parlementaires le permet, le projet de loi [faisant suite à l'avant-projet à l'examen] peut être introduit comme amendement sur le (*sic*) projet de loi introduisant le Code des Sociétés et des Associations et portant des dispositions diverses ».

C'est en fonction du présumé que la procédure législative sera ainsi conduite, qui implique que l'avant-projet soit modifié en la forme, que le présent avis est donné.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le projet de loi déposé à la Chambre, dont il est question ci-dessus, a fait lui-même l'objet d'amendements², dont certains ont donné lieu à un nouvel avis de la section de législation³.

L'un de ces amendements porte sur l'insertion dans le Code d'un titre intitulé « Dimension des associations et des fondations ». Il est justifié comme suit :

« Dans le cadre de la transposition dans la législation belge de la directive 2013/34/UE du 26 juin 2013 sur la comptabilité, il est établi pour les sociétés qui commencent leur exercice social après le 31 décembre 2015 une distinction entre les

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n^{os} 54-3119/001 et 54-3119/002.

² *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n^{os} 54-3119/003 à 006.

³ Avis n^o 63.906/2/V donné le 13 septembre 2018 sur un projet de loi 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses' et sur les amendements n^{os} 1 à 3 et n^{os} 4 à 62 (*ibid.*, n^o 54-3119/007).

petites sociétés qui peuvent déposer leurs comptes annuels suivant le schéma abrégé et celles qui peuvent déposer leurs comptes annuels suivant un microschéma. Pour toute une série de sociétés, cela représentait une diminution des obligations administratives en matière de comptes annuels.

Le législateur poursuit l'objectif de ne pas imposer aux associations et aux fondations des charges plus lourdes en matière de comptes annuels que celles qui s'appliquent aux sociétés. Pour ce faire, les micro-associations et microfondations sont définies sur la base des mêmes critères en termes de taille que ceux qui s'appliquent aux microsociétés. Les micro-associations et microfondations pourront alors établir et déposer leurs comptes annuels suivant un microschéma.

Aujourd'hui cependant, les associations et les fondations peuvent décider, lorsqu'elles ne dépassent pas certains critères, de tenir une comptabilité simplifiée et d'établir et de déposer des comptes annuels suivant un modèle simplifié. Compte tenu de l'objectif du législateur ne de pas imposer d'alourdissement des charges administratives aux associations et aux fondations, cette possibilité est maintenue même si les critères de taille applicables à la micro-association et à la microfondation sont dépassés.

[...] »⁴.

L'auteur du texte à l'examen s'assurera de sa correcte articulation avec cet amendement, si celui-ci est adopté.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 3:47, § 6, alinéa 2, 3°, en projet du Code des sociétés et des associations (article 9, 2°, de l'avant-projet) prévoit que l'association doit transmettre à la Banque nationale de Belgique une liste des libéralités comprenant, notamment, « la nature de la libéralité, le nom et prénom, la date et lieu de naissance et domicile de la contrepartie ». D'autres dispositions de l'avant-projet prévoient un traitement similaire de données à caractère personnel.

Interrogé quant à savoir si l'autorité de contrôle visée à l'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD ») a été consultée, le délégué a répondu que l'avis n'avait pas encore été demandé.

L'auteur de l'avant-projet veillera au parfait accomplissement de cette formalité préalable obligatoire.

⁴ *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3119/004, p. 6.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

La version néerlandaise de l'intitulé de l'avant-projet (repris aux pages 1 et 2 de l'avis n° 64.217/2) est erroné.

L'intitulé correct est :

« Voorontwerp van wet tot wijziging van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en de wet van XXX tot invoering van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en houdende diverse bepalingen met betrekking tot de giften en de jaarrekeningen van verenigingen en stichtingen ».

Articles 5 et 6

Les articles 5 et 6 suppriment, respectivement dans les articles 2:25, § 2, 2°, et 2:26, § 2, 2°, du Code, les mots « qui satisfait aux critères de l'article 3:47, § 3, »⁵.

Interrogé quant à la raison pour laquelle le 2° n'est pas plutôt entièrement abrogé dès lors que, avec cette abrogation partielle, l'obligation de dépôt au greffe paraît maintenue et paraît entrer en contradiction avec les articles 3:47 et 3:50, § 3, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« La remarque est justifiée. Il y a lieu de supprimer le 2°. L'obligation de dépôt des comptes annuels à la BNB est déjà prévue par l'article 3:47, § 6 et 3:50 § 6. Toutes les associations et fondations sont visées puisque le projet prévoit la suppression des mots 'visées au § 3' de ce paragraphe ».

L'avant-projet sera modifié en ce sens.

Article 7

Il résulte de l'article 2:106, § 1^{er}, 6°, en projet (article 7, b), de l'avant-projet) que le tribunal pourra prononcer la dissolution d'une ASBL ou d'une AISBL qui serait restée en défaut de tenir un registre des libéralités conformément aux articles 9:21/1 ou 10:9/1 en projet (articles 13 et 14 de l'avant-projet) mais pas dans l'hypothèse où, contrairement à ce que prescrivent les articles 3:47, § 6, 3°, ou 3:50, § 6, 3°, en projet (articles 9, 2°, et 11, 2°, de l'avant-projet), la liste des libéralités contenues dans ce registre n'a pas été déposée à la Banque nationale de Belgique.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier si telle est bien son intention.

Une observation analogue vaut pour l'article 8 de l'avant-projet.

⁵ À l'article 6, c'est la référence à l'article 3:50, § 3, et non à l'article 3:47, § 3, du Code que l'auteur de l'avant-projet a entendu viser.

Article 9

L'article 3:47, § 6, alinéa 5, troisième phrase, en projet (article 9, 4°, de l'avant-projet) prévoit dans sa version française, de manière maladroite, que, « à la demande orale ou écrite de la Banque nationale de Belgique, elle communique [...] aux autorités, administrations et services habilités à le faire par le Roi les informations visées à l'alinéa 2, 3° [...] », à savoir la liste des libéralités inscrites dans le registre. D'ailleurs, la version néerlandaise de la même disposition prévoit ce qui suit :

« Op mondeling of schriftelijk verzoek deelt de Nationale Bank van België aan de overheden, de administraties en de diensten die daartoe door de Koning zijn gemachtigd [...] de inlichtingen mee bedoeld in het tweede lid, 3° [...] ».

De l'accord du délégué du Ministre, cette rédaction sera revue pour s'aligner sur celle de cette version néerlandaise.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'article 11, 4°, de l'avant-projet.

Article 13

1. L'article 9:21/1, alinéa 1^{er}, première phrase, en projet, inséré par l'article 13 de l'avant-projet, prévoit que l'association tient un registre des libéralités. La deuxième phrase énumère les éléments qui doivent y être mentionnés. La troisième phrase ne vise que les libéralités par un donateur ou à un bénéficiaire dont le domicile ou le siège ne se situe pas sur le territoire belge, en prévoyant un délai pour l'enregistrement dans le registre.

Interrogé quant au délai d'inscription pour les libéralités par un donateur ou à un bénéficiaire dont le domicile ou le siège se situe sur le territoire belge et quant à la justification d'une éventuelle absence d'obligation d'inscription pour les donations « nationales », le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Le registre contient uniquement les libéralités en provenance ou à destination de l'étranger. La reprise des libéralités semble disproportionnée. L'objectif du registre est d'améliorer la transparence et les contrôles. En ce qui concerne les libéralités nationales, ce type de contrôle est toujours possible car la contrepartie est connue et les informations sont disponibles pour les services administratifs et judiciaires ».

L'avant-projet sera donc modifié afin de prévoir, dès la première phrase de l'article 9:21/1, alinéa 1^{er}, en projet, le principe selon lequel le registre des libéralités ne concerne que les donations à caractère international. C'est d'ailleurs en ce sens que s'exprime l'exposé des motifs.

2. Dans sa version française, l'article 9:21/1, alinéa 2, en projet exempte les associations de la tenue du registre des libéralités si elles octroient ou reçoivent des libéralités « pour un montant de moins de 3.000 euros ». Le texte néerlandais précise, contrairement au texte français, qu'il s'agit d'un montant dont le total est de moins de 3.000 euros.

Interrogé quant à la nécessité de prévoir cette précision également dans le texte français, le délégué du Ministre a convenu que le texte français devait être modifié en concordance avec la version néerlandaise.

L'avant-projet sera donc modifié en ce sens.

Cette observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 14 et 16 à 18 de l'avant-projet.

3. L'article 9:21/1, alinéa 3, prévoit que l'association accorde l'accès au registre des libéralités à la demande des « autorités, administrations et services, en ce compris les parquets, les greffes et les membres des cours, des tribunaux et de toutes les juridictions et les fonctionnaires légalement habilités à cet effet ». Il ressort de la version néerlandaise que les mots « légalement habilités à cet effet » portent uniquement sur les fonctionnaires (« en de daartoe wettelijk gemachtigde ambtenaren »).

Interrogé quant à savoir si cet alinéa signifie que toute autorité, toute administration ou tout service pourrait solliciter un tel accès ou, au contraire, si une liste limitative est prévue, le délégué du Ministre a répondu en ces termes :

« Le Roi doit établir une liste limitative des services. La formulation doit être harmonisée avec l'article 9 (art. 3:47, § 6, alinéa 5) : seules les informations fournies aux personnes autorisées par le Roi ».

Le texte sera revu en ce sens.

Cette observation vaut *mutatis mutandis* pour les articles 14 et 16 à 18 de l'avant-projet.

Article 20

1. L'article 20 tend à compléter la loi non encore adoptée 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses'⁶ par un article 35/1 faisant entrer en vigueur les articles 3:47, § 6, 3:49, 3:50, § 6, et 3:52 du Code, tels que, par hypothèse, ils auront été modifiés par l'avant-projet, au 1^{er} janvier 2021, sous réserve d'une intervention anticipée du Roi tendant à faire entrer ces dispositions en vigueur à une date antérieure.

Il en résulterait que c'est l'ensemble des dispositions précitées du Code qui verraient leur entrée en vigueur reportée au 1^{er} janvier 2021 et pas seulement les modifications y apportées par les articles 9 à 12 de l'avant-projet.

2. Telle ne saurait être raisonnablement l'intention.

⁶ Les présentes observations sont formulées en tenant compte de l'état actuel de ce projet de loi. D'éventuelles modifications de celui-ci pourraient justifier un réexamen des questions abordées par les présentes observations ; il est renvoyé sur ce point à l'observation générale.

Il y aurait lieu de revoir ce dispositif de manière à limiter ce report d'entrée en vigueur à ces modifications ⁷.

3. On n'aperçoit par ailleurs pas pourquoi les autres dispositions de l'avant-projet qui introduisent des dispositions dans le Code ou qui les modifient sur des aspects liés aux modifications apportées par les articles 9 à 12 de l'avant-projet aux articles 3:47, § 6, 3:49, 3:50, § 6, et 3:52 en projet, ne feraient pas l'objet, elles aussi, de la disposition particulière d'entrée en vigueur. Tel devrait être le cas des articles 2 à 8 de l'avant-projet.

4. À l'égard des dispositions du Code appelées à être modifiées par les articles 2 à 12 de l'avant-projet (à savoir les articles 2:9, § 1^{er}, 2:10, § 1^{er}, 2:11, § 1^{er}, 2:25, § 2, 2°, 2:26, § 2, 2°, 2:106, § 1^{er}, 2:107, § 1^{er}, 3:47, § 6, 3:49, § 2, 3:50, § 6, et 3:52, § 2, en projet du Code), il y aurait lieu de présenter les amendements non pas comme insérant des modifications directes de ces dispositions au sein de l'article 2 du projet de loi 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses', mais, au sein d'un chapitre III nouveau de ce projet de loi et d'un article 3 nouveau au sein de ce chapitre, comme y insérant les dispositions modificatives de ces articles 2:9, § 1^{er}, 2:10, § 1^{er}, 2:11, § 1^{er}, 2:25, § 2, 2°, 2:26, § 2, 2°, 2:106, § 1^{er}, 2:107, § 1^{er}, 3:47, § 6, 3:49, § 2, 3:50, § 6, et 3:52, § 2, en projet. Cela fait, ce chapitre III comprendra un article 4, disposition autonome, faisant entrer ces dispositions modificatives au 1^{er} janvier 2021 ⁸.

5. Quant aux autres modifications appelées à être insérées dans le Code en projet, qui font l'objet des articles 13 à 19 de l'avant-projet à l'examen, elles devraient être insérées directement dans les dispositions pertinentes du Code, au sein de l'article 2 du projet de loi 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses'.

*

⁷ À défaut, le dispositif d'entrée en vigueur des articles 3:47, § 6, 3:49, 3:50, § 6, et 3:52 du Code contiendrait une contradiction : ces dispositions entreraient en vigueur au 1^{er} janvier 2019 en vertu de l'article 30 de la loi 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses' et le 1^{er} janvier 2021 en vertu de l'article 35/1 en projet de la même loi (article 20 de l'avant-projet à l'examen).

⁸ La numérotation des chapitres III et IV et des articles 3 à 36 actuels de la loi 'introduisant le Code des sociétés et des associations et portant des dispositions diverses' sera bien entendu adaptée en conséquence.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het voorliggende voorontwerp strekt ertoe wijzigingen aan te brengen in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen dat thans in ontwerpvorm voorligt in artikel 2 van het wetsontwerp ‘tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen’ dat momenteel aanhangig is bij de Kamer van volksvertegenwoordigers.¹

Aangezien dat ontwerp thans in het parlement wordt besproken, dient het voorontwerp te worden aangeboden in de vorm van amendementen op dat ontwerp, en niet in de vorm van een afzonderlijk wetsontwerp. In die zin wordt trouwens vastgesteld dat het wetsontwerp dat uit het voorliggende voorontwerp voortvloeit, volgens paragraaf 1 van punt 20 van de notificatie van de vergadering van de Ministerraad van 31 augustus 2018, gelezen in samenhang met punt 9 van de nota aan de Ministerraad van 24 juli 2018, “als amendement op het wetsontwerp tot invoering van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en houdende diverse bepalingen [kan] worden ingediend”, “[i]ndien de timing van de parlementaire werkzaamheden dit toelaat”.

Dit advies wordt gegeven vanuit de vooronderstelling dat de wetgevingsprocedure op die manier zal worden afgehandeld, wat inhoudt dat het voorontwerp in de vorm wordt gewijzigd.

ALGEMENE OPMERKING

Het bij de Kamer ingediende wetsontwerp waarover hierboven sprake is, is zelf geamendeerd.² Sommige van die amendementen hebben aanleiding gegeven tot een nieuw advies vanwege de afdeling Wetgeving.³

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere normen verstaan.

¹ *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3119/001 en 54-3119/002.

² *Parl.St.* Kamer 2017-18, nrs. 54-3119/003 tot 006.

³ Advies 63.906/2/V, gegeven op 13 september 2018 over een ontwerp van wet ‘tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen’ en over de amendementen nrs. 1 tot 3 en nrs. 4 tot 62 (*ibid.*, nr. 54-3119/007).

Eén van die amendementen heeft betrekking op de invoeging in het Wetboek van een titel met als opschrift “Grootte van verenigingen en stichtingen.” Dat amendement wordt als volgt verantwoord:

“Naar aanleiding van de omzetting van de Boekhoudrichtlijn 2013/34/EU van 26 juni 2013 in de Belgische wetgeving wordt voor vennootschappen die hun boekjaar aanvangen na 31 december 2015 een onderscheid gemaakt tussen kleine vennootschappen die de jaarrekening kunnen neerleggen volgens het verkort schema en deze die de jaarrekening kunnen neerleggen volgens een microschema. Voor een heel aantal vennootschappen betekende dit een vermindering van de administratieve jaarrekeningrechtelijke verplichtingen.

Het is de bedoeling van de wetgever om geen zwaardere jaarrekeningrechtelijke lasten op te leggen voor verenigingen en stichtingen dan deze die gelden voor vennootschappen. Daartoe worden microverenigingen en microstichtingen gedefinieerd volgens dezelfde criteria wat betreft omvang als deze die gelden voor microvennootschappen. Microverenigingen en -stichtingen zullen dan een jaarrekening kunnen opstellen en neerleggen volgens een microschema.

Verenigingen en stichtingen kunnen vandaag de dag er echter voor kiezen, wanneer ze bepaalde criteria niet overschrijden, om een vereenvoudigde boekhouding te voeren en een jaarrekening op te stellen en in te dienen volgens een vereenvoudigd model. Gelet op de doelstelling van de wetgever om geen administratieve lastenverzwaringen op te leggen aan de verenigingen en stichtingen, blijft deze mogelijkheid behouden zelfs indien de groottecriteria die gelden voor een microvereniging of -stichting worden overschreden.

(...).”⁴

De steller van de voorliggende tekst moet zich ervan vergewissen of de voorliggende tekst correct is afgestemd op dat amendement, indien het wordt aangenomen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het ontworpen artikel 3:47, § 6, tweede lid, 3°, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (artikel 9, 2°, van het voorontwerp) bepaalt dat de vereniging aan de Nationale Bank van België een lijst van de giften moet bezorgen waarop inzonderheid “de aard van de gift, de naam, voornaam, geboortedatum- en plaats (lees: geboortedatum en -plaats), en woonplaats van de tegenpartij” zijn vermeld. Andere bepalingen van het voorontwerp voorzien in een soortgelijke behandeling van persoonsgegevens.

Op de vraag of de toezichthoudende autoriteit bedoeld in artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna: “de AVG”) is geraadpleegd, heeft de gemachtigde geantwoord dat het advies nog niet is aangevraagd.

⁴ Parl.St. Kamer 2017-18, nr. 54-3119/004, 6.

De steller van het voorontwerp moet ervoor zorgen dat dit verplichte voorafgaande vormvereiste volkomen wordt vervuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

De Nederlandse tekst van het opschrift van het voorontwerp (overgenomen op pagina 1 en 2 van advies nr. 64.217/2) is verkeerd.

Het juiste opschrift luidt als volgt:

“Voorontwerp van wet tot wijziging van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en de wet van XXX tot invoering van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en houdende diverse bepalingen met betrekking tot de giften en de jaarrekeningen van verenigingen en stichtingen”.

Artikelen 5 en 6

Bij de artikelen 5 en 6 worden de woorden “dat voldoet aan de criteria van artikel 3:47, § 3,” in respectievelijk de artikelen 2:25, § 2, 2°, en 2:26, § 2, 2°, van het Wetboek, opgeheven.⁵

Op de vraag waarom punt 2° niet eerder volledig wordt opgeheven, aangezien die gedeeltelijke opheffing de verplichte neerlegging ter griffie immers lijkt te handhaven en in tegenspraak lijkt te zijn met de artikelen 3:47 en 3:50, § 3, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“La remarque est justifiée. Il y a lieu de supprimer le 2°. L’obligation de dépôt des comptes annuels à la BNB est déjà prévue par l’article 3:47, § 6 et 3:50 § 6. Toutes les associations et fondations sont visées puisque le projet prévoit la suppression des mots ‘visées au § 3’ de ce paragraphe.”

Het voorontwerp moet in die zin worden gewijzigd.

Artikel 7

Uit het ontworpen artikel 2:106, § 1, 6°, (artikel 7, b) van het voorontwerp) vloeit voort dat de rechtbank de ontbinding zal kunnen uitspreken van een vzw of een ivzw die zou hebben nagelaten een register van de giften te houden, voorgeschreven bij de ontworpen artikelen 9:21/1 of 10:9/1 (artikelen 13 en 14 van het voorontwerp), maar dat dit in tegenstelling tot wat wordt voorgeschreven in de ontworpen artikelen 3:47, § 6, 3°, of 3:50, § 6, 3°, is.

⁵ In artikel 6 heeft de steller van het voorontwerp willen verwijzen naar artikel 3:50, § 3, en niet naar artikel 3:47, § 3, van het Wetboek.

(artikelen 9, 2°, en 11, 2°, van het voorontwerp) niet geldt ingeval de lijst van de giften die in dat register zijn ingeschreven, niet is neergelegd bij de Nationale Bank van België.

De steller van het voorontwerp dient na te gaan of dat wel zijn bedoeling is.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 8 van voorontwerp.

Artikel 9

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 3:47, § 6, vijfde lid, derde zin, (artikel 9, 4°, van het voorontwerp) wordt met een ongelukkige wending bepaald dat “[à] la demande orale ou écrite de la Banque nationale de Belgique, elle communique (...) aux autorités, administrations et services habilités à le faire par le Roi les informations visées à l’alinéa 2, 3°. (...)”, te weten de lijst van de giften die zijn ingeschreven in het register. De Nederlandse tekst van dezelfde bepaling bepaalt trouwens het volgende:

“Op mondeling of schriftelijk verzoek deelt de Nationale Bank van België aan de overheden, de administraties en de diensten die daartoe door de Koning zijn gemachtigd (...) de inlichtingen mee bedoeld in het tweede lid, 3° (...).”

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat die redactie moet worden herzien teneinde ze met deze Nederlandse tekst in overeenstemming te brengen.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor artikel § 11, 4°, van het voorontwerp.

Artikel 13

1. Het ontworpen artikel 9:21/1, eerste lid, eerste zin, ingevoegd bij artikel 13 van het voorontwerp, bepaalt dat de vereniging een register van de giften houdt. In de tweede zin worden de elementen opgesomd die daarin moeten worden ingeschreven. De derde zin, waarin een termijn voor de inschrijving in het register wordt vastgesteld, heeft alleen betrekking op de giften door een schenker of aan een begunstigde wiens woonplaats of zetel zich niet bevindt op het Belgische grondgebied.

Om uitleg gevraagd over de inschrijvingstermijn voor de giften door een schenker of aan een begunstigde wiens woonplaats of zetel zich bevindt op het Belgische grondgebied, en over de verantwoording van het eventueel niet verplicht stellen van de inschrijving van de “nationale” giften, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Le registre contient uniquement les libéralités en provenance ou à destination de l'étranger. La reprise des libéralités semble disproportionnée. L'objectif du registre est d'améliorer la transparence et les contrôles. En ce qui concerne les libéralités nationales, ce type de contrôle est toujours possible car la contrepartie est connue et les informations sont disponibles pour les services administratifs et judiciaires.”

Het voorontwerp moet bijgevolg zodanig worden gewijzigd dat al in de eerste zin van het ontworpen artikel 9:21/1, eerste lid, het beginsel wordt vastgelegd dat het register van de giften alleen betrekking heeft op internationale giften. De memorie van toelichting spreekt zich trouwens in dezelfde zin uit.

2. De Nederlandse versie van het ontworpen artikel 9:21/1, tweede lid, ontheft de verenigingen van het houden van het register van de giften indien ze “in totaal minder dan 3.000 euro aan giften” verstrekken (en niet: “versterken”) of ontvangen. In de Franse tekst wordt daarentegen niet gepreciseerd dat het gaat om “in totaal” minder dan 3.000 euro.

Naar aanleiding van de vraag of het nodig is om dat ook in de Franse tekst te expliciteren, heeft de gemachtigde van de minister toegegeven dat de Franse tekst in overeenstemming zou moeten worden gebracht met de Nederlandse tekst.

Het voorontwerp moet dus in die zin worden gewijzigd.

Die opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 14 en 16 tot 18 van het voorontwerp.

3. De Franse versie van het artikel 9:21/1, derde lid, bepaalt dat de vereniging op verzoek toegang tot het register van de giften verleent aan

“les autorités, administrations et services, en ce compris les parquets, les greffes et les membres des cours, des tribunaux et de toutes les juridictions et les fonctionnaires légalement habilités à cet effet.”

Uit de Nederlandse bewoordingen “en de daartoe wettelijk gemachtigde ambtenaren” kan worden opgemaakt dat de in de Franse tekst gebruikte woorden “légalement habilités à cet effet” alleen betrekking hebben op de ambtenaren.

Op de vraag of dat lid inhoudt dat elke overheid, elke administratie of elke dienst om een dergelijke toegang zou kunnen verzoeken, dan wel of integendeel een limitatieve lijst is vastgesteld, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Le Roi doit établir une liste limitative des services. La formulation doit être harmonisée avec l'article 9 (art. 3:47, § 6, alinéa 5): seules les informations fournies aux personnes autorisées par le Roi.”

De tekst moet in die zin worden herzien.

Die opmerking geldt *mutatis mutandis* voor de artikelen 14 en 16 tot 18 van het voorontwerp.

Artikel 20

1. Artikel 20 strekt ertoe de nog niet goedgekeurde wet ‘tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen’⁶ aan te vullen met een artikel 35/1 dat de artikelen 3:47, § 6, 3:49, 3:50, § 6, en 3:52 van het Wetboek, zoals die veronderstellenderwijs bij het voorontwerp zullen zijn gewijzigd, in werking laat treden op 1 januari 2021, tenzij de Koning vooraf zou optreden om die bepalingen op een vroegere datum in werking te laten treden.

Daaruit zou voortvloeien dat de inwerkingtreding van niet alleen de wijzigingen die bij de artikelen 9 tot 12 van het voorontwerp in het Wetboek worden aangebracht, maar van alle voormelde bepalingen van het Wetboek zou worden verdaagd tot 1 januari 2021.

2. Dat kan redelijkerwijs niet de bedoeling zijn.

Dit dispositief zou moeten worden herzien teneinde dat uitstel van de inwerkingtreding te beperken tot die wijzigingen.⁷

3. Het is overigens niet duidelijk waarom de bijzondere inwerkingtreddingsbepaling niet ook zou gelden voor de andere bepalingen van het voorontwerp die in het Wetboek bepalingen invoeren of wijzigen in verband met aspecten waarop de wijzigingen die bij de artikelen 9 tot 12 van het voorontwerp in de ontworpen artikelen 3:47, § 6, 3:49, 3:50, § 6, en 3:52 worden aangebracht, betrekking hebben. Dat zou het geval moeten zijn met de artikelen 2 tot 8 van het voorontwerp.

4. Wat betreft de bepalingen van het Wetboek die worden gewijzigd bij de artikelen 2 tot 12 van het voorontwerp (namelijk de ontworpen artikelen 2:9, § 1, 2:10, § 1, 2:11, § 1, 2:25, § 2, 2°, 2:26, § 2, 2°, 2:106, § 1, 2:107, § 1, 3:47, § 6, 3:49, § 2, 3:50, § 6, en 3:52, § 2, van het Wetboek) horen de amendementen die bepalingen niet rechtstreeks te wijzigen in artikel 2 van het wetsontwerp ‘tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen’ maar horen ze de bepalingen tot wijziging van die ontworpen artikelen 2:9, § 1, 2:10, § 1, 2:11, § 1, 2:25, § 2, 2°, 2:26, § 2, 2°, 2:106, § 1, 2:107, § 1, 3:47, § 6, 3:49, § 2, 3:50, § 6, en 3:52, § 2, in een nieuw artikel 3 van een nieuw hoofdstuk III van dat wetsontwerp in te voegen. Vervolgens dient dat hoofdstuk III een artikel 4 als een op zichzelf staande bepaling te bevatten dat die wijzigingsbepalingen in werking laat treden op 1 januari 2021.⁸

⁶ Deze opmerkingen worden geformuleerd op grond van de huidige stand van dat wetsontwerp. Eventuele wijzigingen in dat ontwerp zouden kunnen verantwoorden dat de aangelegenheden die worden besproken in deze opmerkingen, opnieuw worden onderzocht; in dat verband wordt verwezen naar de algemene opmerking.

⁷ Zo niet zou de regeling van inwerkingtreding van de artikelen 3:47, § 6, 3:49, 3:50, § 6, en 3:52 van het Wetboek een tegenstrijdigheid bevatten: die bepalingen zouden in werking treden op 1 januari 2019 krachtens artikel 30 van de wet ‘tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen’ en op 1 januari 2021 krachtens het ontworpen artikel 35/1 van dezelfde wet (artikel 20 van het voorliggende voorontwerp).

⁸ Uiteraard moet de nummering van de huidige hoofdstukken III en IV en de huidige artikelen 3 tot 36 van de wet ‘tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen’ dienovereenkomstig worden aangepast.

5. De andere wijzigingen die in het ontworpen Wetboek worden ingevoegd en die het voorwerp zijn van de artikelen 13 tot 19 van het voorliggende voorontwerp, zouden rechtstreeks moeten worden ingevoegd in de relevante bepalingen van het Wetboek, binnen artikel 2 van het wetsontwerp 'tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en houdende diverse bepalingen'.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT